



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Date de réception de l'avis : Numéro d'identification :
PARTIE RESERVEE A L'ORGANE DE PUBLICATION

	.A <input checked="" type="checkbox"/> TRAVAUX ⁽¹⁾	.B <input type="checkbox"/> FOURNITURES ⁽¹⁾	.C <input type="checkbox"/> SERVICES ⁽¹⁾				
1	<input checked="" type="checkbox"/> La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC. (2)						
2	<input type="checkbox"/> Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence. (2)						
3	<input type="checkbox"/> Le présent avis correspond à un système de qualification constituant une mise en concurrence. (2) Dans l'affirmative remplir la rubrique 17						
4	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR / DE L'ENTITE ADJUDICATRICE						
	CATEGORIE : (1)						
	.1 <input type="checkbox"/> Etat	.2 <input type="checkbox"/> Région	.3 <input type="checkbox"/> Département				
	.5 <input type="checkbox"/> Etablissement public national	.6 <input type="checkbox"/> Etablissement public territorial	.4 <input type="checkbox"/> Commune .7 <input checked="" type="checkbox"/> Autres (Syndicat)				
5	ACTIVITE(S) PRINCIPALE(S) : (3)						
	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> Du pouvoir adjudicateur : .1 <input type="checkbox"/> Services généraux des administrations publiques .2 <input type="checkbox"/> Défense .3 <input type="checkbox"/> Ordre et sécurité publics .4 <input type="checkbox"/> Environnement .5 <input type="checkbox"/> Affaires économiques et financières .6 <input type="checkbox"/> Santé .7 <input type="checkbox"/> Logement et développement collectif .8 <input type="checkbox"/> Protection sociale .9 <input type="checkbox"/> Loisirs, culture et religion .10 <input type="checkbox"/> Education .11 <input type="checkbox"/> Autre (préciser) : </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> De l'entité adjudicatrice : .12 <input type="checkbox"/> Production, transport et distribution de gaz et de chaleur .13 <input type="checkbox"/> Électricité .14 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de gaz et de pétrole .15 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de charbon et d'autres combustibles solides .16 <input checked="" type="checkbox"/> Eau .17 <input type="checkbox"/> Services postaux .18 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer .19 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus .20 <input type="checkbox"/> Activités portuaires .21 <input type="checkbox"/> Activités aéroportuaires </td> </tr> </table>			Du pouvoir adjudicateur : .1 <input type="checkbox"/> Services généraux des administrations publiques .2 <input type="checkbox"/> Défense .3 <input type="checkbox"/> Ordre et sécurité publics .4 <input type="checkbox"/> Environnement .5 <input type="checkbox"/> Affaires économiques et financières .6 <input type="checkbox"/> Santé .7 <input type="checkbox"/> Logement et développement collectif .8 <input type="checkbox"/> Protection sociale .9 <input type="checkbox"/> Loisirs, culture et religion .10 <input type="checkbox"/> Education .11 <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	De l'entité adjudicatrice : .12 <input type="checkbox"/> Production, transport et distribution de gaz et de chaleur .13 <input type="checkbox"/> Électricité .14 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de gaz et de pétrole .15 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de charbon et d'autres combustibles solides .16 <input checked="" type="checkbox"/> Eau .17 <input type="checkbox"/> Services postaux .18 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer .19 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus .20 <input type="checkbox"/> Activités portuaires .21 <input type="checkbox"/> Activités aéroportuaires		
Du pouvoir adjudicateur : .1 <input type="checkbox"/> Services généraux des administrations publiques .2 <input type="checkbox"/> Défense .3 <input type="checkbox"/> Ordre et sécurité publics .4 <input type="checkbox"/> Environnement .5 <input type="checkbox"/> Affaires économiques et financières .6 <input type="checkbox"/> Santé .7 <input type="checkbox"/> Logement et développement collectif .8 <input type="checkbox"/> Protection sociale .9 <input type="checkbox"/> Loisirs, culture et religion .10 <input type="checkbox"/> Education .11 <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	De l'entité adjudicatrice : .12 <input type="checkbox"/> Production, transport et distribution de gaz et de chaleur .13 <input type="checkbox"/> Électricité .14 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de gaz et de pétrole .15 <input type="checkbox"/> Prospection et extraction de charbon et d'autres combustibles solides .16 <input checked="" type="checkbox"/> Eau .17 <input type="checkbox"/> Services postaux .18 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer .19 <input type="checkbox"/> Services de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus .20 <input type="checkbox"/> Activités portuaires .21 <input type="checkbox"/> Activités aéroportuaires						
6	Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (1) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non						
7	NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :						
ZONE	<table style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;"> .1 Nom de l'organisme : Les Eaux de Mayotte .2 Correspondant : Monsieur le Président du LEMA .3 Adresse : ZI Kaweni - BP 289 .4 Code postal : 97 600 .6 Pays (autre que la France) : </td> <td style="width: 50%;"> .5 Ville : MAMOUDZOU .8 Poste : .9 Télécopieur </td> </tr> <tr> <td> .7 Téléphone : 02 69 62 11 11 .10 Courriel : .11 Adresse internet (U.R.L.) : (le cas échéant) .12 Adresse du profil d'acheteur (URL) (le cas échéant) </td> <td> (Pour formuler des adresses complémentaires, se reporter à l'annexe L page 7) </td> </tr> </table>			.1 Nom de l'organisme : Les Eaux de Mayotte .2 Correspondant : Monsieur le Président du LEMA .3 Adresse : ZI Kaweni - BP 289 .4 Code postal : 97 600 .6 Pays (autre que la France) :	.5 Ville : MAMOUDZOU .8 Poste : .9 Télécopieur	.7 Téléphone : 02 69 62 11 11 .10 Courriel : .11 Adresse internet (U.R.L.) : (le cas échéant) .12 Adresse du profil d'acheteur (URL) (le cas échéant)	(Pour formuler des adresses complémentaires, se reporter à l'annexe L page 7)
.1 Nom de l'organisme : Les Eaux de Mayotte .2 Correspondant : Monsieur le Président du LEMA .3 Adresse : ZI Kaweni - BP 289 .4 Code postal : 97 600 .6 Pays (autre que la France) :	.5 Ville : MAMOUDZOU .8 Poste : .9 Télécopieur						
.7 Téléphone : 02 69 62 11 11 .10 Courriel : .11 Adresse internet (U.R.L.) : (le cas échéant) .12 Adresse du profil d'acheteur (URL) (le cas échéant)	(Pour formuler des adresses complémentaires, se reporter à l'annexe L page 7)						

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Cocher la case, le cas échéant.

(3) Cocher la ou les cases correspondantes.

8	OBJET DU MARCHÉ	
	1 <u>Objet du marché</u> : Marché global de performance pour la conception, la réalisation et l'exploitation de la future usine de dessalement de Grande Terre à Ironi Bé.	
	2 Type de marché de travaux (1)	<input type="checkbox"/> Exécution. <input type="checkbox"/> Conception-réalisation <input checked="" type="checkbox"/> Marché global de performance
	3 Type de marché de fournitures (3)	<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail. <input type="checkbox"/> Location-vente
	4 <u>Type de marché de services</u> : (se reporter à la liste de l'annexe III, page 9, pour déterminer la catégorie)	
	5 Nomenclature:	
	Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)	
	descripteur principal	descripteur supplémentaire (le cas échéant)
	Objet principal :	
	45252126-7 Travaux de construction de stations de traitement de l'eau potable	45222000-9 Travaux de construction d'ouvrages de génie civil, excepté ponts, tunnels, puits et passages souterrains
	6 Objets Complémentaires :	71300000-1 Services d'ingénierie 65122000-0 Services de dessalement de l'eau
9	1 Lieu d'exécution Commune de Dembéné (Mayotte-976) Code Nuts : FR9	
	2 Lieu de livraison	
10	L'avis concerne : (1) .1 <input checked="" type="checkbox"/> Un marché public .2 <input type="checkbox"/> L'établissement d'un accord-cadre .3 <input type="checkbox"/> La mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD)	
11	Informations sur l'accord-cadre: (le cas échéant) (1)	
	1 <input type="checkbox"/> Accord-cadre avec un seul opérateur	
	2 <input type="checkbox"/> Accord-cadre avec plusieurs opérateurs : dans ce cas, nombre [][][][] ou, le cas échéant, nombre maximal [][][][] de participants à l'accord-cadre envisagé	
	3 Durée de l'accord-cadre, en années : [][][] ou en mois [][][][]	
	4 Justification d'un accord-cadre dont la durée dépasse quatre ans	
12	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :	
	Le marché concerne la conception, la réalisation et l'exploitation de la future usine de potabilisation par dessalement de Grande Terre à Ironi Bé, d'une capacité de 10 000 m³/jour.	
	1 Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :	
	Le marché comprend :	
	<ul style="list-style-type: none"> les études de conception (projet) les études d'exécution, le permis de construire, la réalisation des travaux, la mise en service, l'exploitation pendant 3 ans (renouvelable 2 fois par tranche de 1 an) 	
	2 Options : descriptions concernant les achats complémentaires : (le cas échéant)	
	3 S'il est connu, calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :	
	4 <input type="checkbox"/> Acceptation des variantes – NON	
13	Prestations divisées en lots : (1) <input type="checkbox"/> Oui (Se reporter à l'annexe II, page 8, pour décrire les lots) <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Si oui, possibilité de présenter une offre pour : <input type="checkbox"/> un seul lot <input type="checkbox"/> un ou plusieurs lots <input type="checkbox"/> tous les lots	
14	Durée du marché ou délai d'exécution :	
	1 Soit, durée : en ou [][][][] jours, à compter de la notification du marché	
	Délai global : 3 ans + 3 ans d'exploitation renouvelable 2 fois par tranche de 1 an.	
	2 soit, délai : à compter du	Et jusqu'au
	(jj/mm/aaaa)	(jj/mm/aaaa)

15 CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

- 1** Cautionnement et garanties exigés : (*le cas échéant*)
- 1] GARANTIE FINANCIERE
Une retenue de garantie de 5% du montant initial sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.
 - 2] AVANCE
Une avance est versée dans les conditions fixées par les articles R2191-3 à 2191-5 du Code de la commande publique.
 - 3] AUTRES MODALITES
Garanties générales de parfait achèvement, de bon fonctionnement et décennale selon les principes issus des articles 1792, 1792-6 et 2270 du code civil.
Cession ou nantissement des créances résultant application des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.
Prix : global et forfaitaire, révisable
- 2** Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :
- Les prestations du marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Délai maximum de paiement : application de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.
 - Financées selon les modalités suivantes : fonds propres, subventions
- 3** Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : (*le cas échéant*)
Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou un groupement momentané d'entreprises constitué au moment de la remise de l'offre.
En cas de groupement, la forme souhaitée par l'entité adjudicatrice est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'entité adjudicatrice tel qu'il est indiqué ci-dessus.
Le groupement devra obligatoirement avoir les compétences en matière de :
- Un mandataire : process eau potable et dessalement ;
 - Un BET spécialisé en conception d'usine de potabilisation ;
 - Un architecte pour le permis de construire ;
 - Exploitation d'usine de production d'eau potable.
- Le mandataire devra avoir les compétences en process de potabilisation et dessalement.**
- 4** Autres conditions particulières : (*le cas échéant*)
- 5** Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément du français : (3)
- ☐ allemand ☐ anglais ☐ danois ☐ espagnol ☐ estonien ☐ finnois ☐ grec ☐ hongrois ☐ italien ☐ letton
☐ lituanien ☐ maltais ☐ néerlandais ☐ polonais ☐ portugais ☐ slovaque ☐ slovène ☐ suédois ☐ tchèque
☐ Autre(s) :

16 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Renseignements concernant la situation des opérateurs économiques et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidatures (*Application des articles 43, 44, 45, 46, 52 et 156 du code des marchés publics*) :

- 1** Situation juridiques – référence requises :
- Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :
- Une lettre de candidature mentionnant chaque membre du groupement et le mandataire dûment habilité (imprimé DC1 ou équivalent).
 - La déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé Dc2 ou équivalent

	<ul style="list-style-type: none"> • Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société • La copie du document d'habilitation établi par l'ensemble des membres du groupement et précisant les conditions de l'habilitation du mandataire ; à défaut, le candidat peut fournir la convention de cotraitance biffée des mentions relevant du secret des affaires. • Déclaration sur l'honneur pour justifier que les membres du groupement n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. • Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager chaque membre du groupement. En cas de délégation, fournir les délégations de pouvoir • Copie du ou des jugements prononcés, si un (ou plusieurs) des membres du groupement candidat est (sont) en redressement judiciaire. • Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail. • R.I.B. (pour le versement de la prime).
2	<p>Capacité économique et financière - références requises / niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles. • Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
3	<p>Référence professionnelle et capacité technique – références requises / niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; • Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de l'ouvrage ; • Liste des études de conception exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) • Liste des travaux de réalisation exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) • Note d'organisation : Cette note présentera les capacités techniques (moyens humains et matériels, organisation adoptée, et tout autre élément pertinent) susceptibles d'être mises à disposition par le candidat dans le cadre de l'opération • Certificats de qualification professionnelle tels que FNTP, SNITER, OPQIBI. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
17	<p>Conditions de participation à un système de qualification : (le cas échéant)</p> <p>(Si cette information est volumineuse et repose sur des documents auxquels les opérateurs économiques intéressés ont accès, un résumé des principales conditions et méthodes ainsi qu'une référence à ces documents suffisent.)</p> <p>Conditions que doivent remplir les opérateurs économiques en vue de leur qualification :</p> <p><u>Capacité économique et financière minimale requise pour le titulaire unique ou pour le groupement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat ou groupement devra avoir un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 15 M€HT (somme des chiffres d'affaires de tous les membres du groupement pour des travaux auxquels se réfère le marché, en moyenne sur les 3 dernières années). En cas de non-respect la candidature sera éliminée. <p><u>Capacité technique minimale requise pour le titulaire unique ou pour le groupement :</u></p> <p>1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le mandataire process : références de moins de 5 ans en conception-réalisation d'usine de dessalement d'eau de mer de plus de 3 000 m³/j. • Pour le bureau d'études : références de moins de 5 ans en mission d'AMO en conception-réalisation ou de MOE ou de MOE intégrée pour la réalisation d'usine de production d'eau potable de plus de 3 000 m³/j, dont au moins une (1) usine de dessalement ou d'osmose inverse. • Pour l'architecte : références en permis de construire de bâtiments publics ou industriels. • Pour l'exploitant : références en exploitation d'usine de production d'eau potable de plus de 3 000 m³/j dont au moins une (1) usine de dessalement. <p>2</p> <p>Méthodes par lesquelles chacune & ces conditions sera vérifiée : analyse des listes de références de la candidature</p>

18	<input type="checkbox"/> Marché réservé à des ateliers protégés (<i>article 15 du code des marchés publics</i>) (2)												
19	<p>Nombre de candidats (<i>dans d'une procédure restreinte, négociée ou de dialogue compétitif</i>)</p> <p>1 Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre : 3</p> <p>2 Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre : 5</p> <p>3 Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :</p> <p><u>Sélection des candidats :</u></p> <p>Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières, et sur la base des critères pondérés suivants :</p> <p>1. Qualité des références techniques professionnelles (70%)</p> <ul style="list-style-type: none"> Qualité des références process : études et travaux de conception d'usine de traitement d'eau potable (40%) Qualité des références Maîtrise d'œuvre ou AMO (10%) Qualité des références Architecte liées à l'industrie ou de bâtiments techniques publics (10%) Qualité des références en exploitation d'usine de production d'eau potable et dessalement (10%) <p>2. Qualité et pertinence de la note d'organisation (30%)</p> <ul style="list-style-type: none"> Moyens humains envisagés pour chaque corps de métier (10%) Moyens matériels envisagés pour chaque corps de métier pour l'opération (10%) Organisation adoptée pour chaque corps de métier et au global pour l'opération (10%) 												
20	<p>CRITERES D'ATTRIBUTION</p> <p>Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction (1)</p> <p>1 <input type="checkbox"/> des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)</p> <p>2 <input checked="" type="checkbox"/> des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération (<i>En cas de procédure formalisée, les critères d'attribution doivent être indiqués avec leur pondération. Ils peuvent cependant être indiqués par ordre de priorité décroissante lorsque la pondération n'est pas possible pour des raisons démontrables</i>)</p> <p><u>Sélection des offres : critères de jugement des offres</u></p> <p>1. Critère « valeur technique » (40%) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pertinence de la conception et dimensionnement de la solution technique, fiabilité (10%) Performances et garanties souscrites, fiabilité (5%) Modes de réalisation (10%) Moyens et modalités d'exploitation (10%) Conception paysagères, architecturales et développement durable (3%) Participation PME/artisans (2%) <p>2. Critère « coût global des prestations » (30%)</p> <p>3. Critère « planification de l'opération » (30%)</p> <p>3 <input type="checkbox"/> des critères énoncés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (<i>le cas échéant</i>)</p> <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">1</td> <td style="width: 50%;">4</td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Autre</td> </tr> <tr> <td>.....</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p>4 <input type="checkbox"/> du critère unique du prix le plus bas</p>	1	4	2	5	3	Autre
1	4												
.....												
2	5												
.....												
3	Autre												
.....												
21	<input type="checkbox"/> Une enchère électronique sera effectuée (2)												

Dans l'affirmative, renseignements complémentaires sur l'enchère électronique :																																														
22	PROCEDURES <table border="0"><tr><td>1</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Appel d'offres ouvert</td><td>.5</td><td><input checked="" type="checkbox"/></td><td>Marché négocié</td></tr><tr><td>2</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Appel d'offres restreint</td><td>.6</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Dialogue compétitif</td></tr><tr><td>3</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Concours ouvert</td><td>.7</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Procédure adaptée</td></tr><tr><td>4</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Concours restreint</td><td>.8</td><td><input type="checkbox"/></td><td>Autres</td></tr></table>	1	<input type="checkbox"/>	Appel d'offres ouvert	.5	<input checked="" type="checkbox"/>	Marché négocié	2	<input type="checkbox"/>	Appel d'offres restreint	.6	<input type="checkbox"/>	Dialogue compétitif	3	<input type="checkbox"/>	Concours ouvert	.7	<input type="checkbox"/>	Procédure adaptée	4	<input type="checkbox"/>	Concours restreint	.8	<input type="checkbox"/>	Autres																					
1	<input type="checkbox"/>	Appel d'offres ouvert	.5	<input checked="" type="checkbox"/>	Marché négocié																																									
2	<input type="checkbox"/>	Appel d'offres restreint	.6	<input type="checkbox"/>	Dialogue compétitif																																									
3	<input type="checkbox"/>	Concours ouvert	.7	<input type="checkbox"/>	Procédure adaptée																																									
4	<input type="checkbox"/>	Concours restreint	.8	<input type="checkbox"/>	Autres																																									
23	<input type="checkbox"/> Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier en cas de dialogue compétitif ou de procédure négociée (2)																																													
24	<input type="checkbox"/> Délai d'urgence - Justification (2) <div>.....</div> <div>.....</div> <div>.....</div> <div>ZONE OBLIGATOIRE SI DELAI D'URGENCE</div>																																													
25	Publications communautaires relatives à la même consultation <p>Date d'envoi de l'avis concernant la même procédure d'achat au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i> (JOUE): <div>1 9 10 9 2 0 2 3</div><div>(jj/mm/aaaa)</div><div>ZONE OBLIGATOIRE EN CAS DE PUBLICITE AU JOUE</div></p> <p>Avis concernant la même procédure d'achat antérieurement publié(s) au JOUE: <i>(le cas échéant)</i></p> <p>N° <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> / S <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> du <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> (jj/mm/aaaa)</p> <p>N° <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> / S <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> du <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> (jj/mm/aaaa)</p>																																													
26	Conditions de délai : <table border="0"><tr><td>1</td><td>Date limite de réception des candidatures</td><td><u>20 octobre 2023</u></td><td>à</td><td><u>12h00 (Heure de Mayotte)</u></td></tr><tr><td></td><td></td><td>(jj/mm/aaaa)</td><td>(h)</td><td>(mm)</td></tr><tr><td>2</td><td>Si elle n'est pas prévue au règlement de consultation :</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td></td><td>Date limite de réception des offres</td><td><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> h <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/></td><td>à</td><td><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/> h <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/></td></tr><tr><td></td><td></td><td>(jj/mm/aaaa)</td><td>(h)</td><td>(mm)</td></tr><tr><td></td><td colspan="4">Procédure restreinte, négociée ou dialogue compétitif :</td></tr><tr><td>3</td><td>Date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre ou à participer au dialogue :</td><td><input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/></td><td></td><td>(jj/mm/aaaa)</td></tr><tr><td>4</td><td>Délai minimum de validité des offres : jusqu'au</td><td><input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/> / <input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/><input type="text"/></td><td></td><td>(jj/mm/aaaa)</td></tr><tr><td></td><td>ou <input type="text"/><input type="text"/> 6 mois ou 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres</td><td></td><td></td><td></td></tr></table>	1	Date limite de réception des candidatures	<u>20 octobre 2023</u>	à	<u>12h00 (Heure de Mayotte)</u>			(jj/mm/aaaa)	(h)	(mm)	2	Si elle n'est pas prévue au règlement de consultation :					Date limite de réception des offres	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> h <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	à	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> h <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			(jj/mm/aaaa)	(h)	(mm)		Procédure restreinte, négociée ou dialogue compétitif :				3	Date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre ou à participer au dialogue :	<input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		(jj/mm/aaaa)	4	Délai minimum de validité des offres : jusqu'au	<input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		(jj/mm/aaaa)		ou <input type="text"/> <input type="text"/> 6 mois ou 180 jours , à compter de la date limite de réception des offres			
1	Date limite de réception des candidatures	<u>20 octobre 2023</u>	à	<u>12h00 (Heure de Mayotte)</u>																																										
		(jj/mm/aaaa)	(h)	(mm)																																										
2	Si elle n'est pas prévue au règlement de consultation :																																													
	Date limite de réception des offres	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> h <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	à	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> h <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>																																										
		(jj/mm/aaaa)	(h)	(mm)																																										
	Procédure restreinte, négociée ou dialogue compétitif :																																													
3	Date prévue pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre ou à participer au dialogue :	<input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		(jj/mm/aaaa)																																										
4	Délai minimum de validité des offres : jusqu'au	<input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		(jj/mm/aaaa)																																										
	ou <input type="text"/> <input type="text"/> 6 mois ou 180 jours , à compter de la date limite de réception des offres																																													
27	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES																																													
.1	Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2344-AEP-100																																													
.2	Définition des études à effectuer par le candidat lors d'un concours, d'un marché de conception-réalisation ou un dialogue compétitif Etudes de conception et études d'exécution (liste précisée dans le PFD).																																													
.3	Récompenses du jury <input checked="" type="checkbox"/> Une ou des primes seront attribuées (2) Nombre et montant des primes à attribuer <i>(le cas échéant)</i> Une prime d'un montant forfaitaire maximal de 65 000,00 € HT (Soixante-cinq mille Euros Hors Taxes) Détail des paiements à verser à tous les participants : <i>(le cas échéant)</i> : La prime sera versée en totalité au mandataire																																													
.4	Le marché de services qui fera suite à ce concours devra-t-il être attribué au lauréat ou à l'un des lauréats du concours ? <i>(le cas échéant)</i> Sans objet <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non																																													
.5	Autres informations																																													

<p><i>(Les mentions figurant habituellement dans le règlement de la consultation peuvent, notamment être insérées dans l'avis d'appel public à la concurrence (application de l'article 42 du code des marchés publics). En outre, pour les marchés publics qui exigent une publication au Bulletin officiel des annonces des marchés publics et au JOUE, lorsque des renseignements qui sont indiqués dans les avis d'appel public à la concurrence de marchés publics envoyés au JOUE ne trouvent pas de rubrique correspondante pour permettre également leur indication dans le présent modèle d'avis, les pouvoirs adjudicateurs ou les entités adjudicatrices doivent soit regrouper et mentionner ces renseignements à la présente rubrique, soit y mentionner les références de l'avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE.)</i></p>
<p>1] Type de marché et procédure de passation : Marché global de performance passé selon la procédure négociée avec mise en concurrence préalable en vertu des articles L. 2124-3, R. 2124-4, R. 2161-21 à R. 2161-23 et R2171-2 et 3 du Code de la Commande Publique.</p>
<p>2] Capacités techniques, professionnelles, économiques et financières :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les candidats ne disposant pas des qualifications professionnelles mentionnées ci-dessus peuvent apporter la preuve de leur capacité par tout autre moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de leur compétence à réaliser la prestation ; ○ Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ; ○ En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.
<p>3] autres informations Date prévisionnelle pour l'envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à présenter une offre : mi-septembre 2023. Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires.</p>
<p>4] Remise des dossiers de candidature : <u>Transmission électronique :</u> La transmission des documents par voie électronique est obligatoirement effectuée sur le profil d'acheteur de l'Entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : www.marches-securises.fr. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis à l'Entité Adjudicatrice. La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée. Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures / offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ; • Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis. <p>Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.</p>

	<p>Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (http://references.modernisation.gouv.fr) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne. Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.</p>
28	<p>Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :</p> <p>.1 Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Mayotte</p> <p>.2 Adresse : Les Hauts du Jardin du Collège</p> <p>.3 Code postal : 97600 .4 Ville : MAMOUDZOU</p> <p>.5 Pays (<i>autre que la France</i>) : France</p> <p>.6 Téléphone : 02 69 61 18 56 7 Poste : 8 Télécopieur : 02 69 61 18 62</p> <p>.8 Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr</p> <p>.9 Adresse internet (U.R.L.) (<i>le cas échéant</i>) : http://mayotte.tribunal-administratif.fr/</p>
29	<p>Date d'envoi du présent avis à la publication (mois en toutes lettres)</p> <p style="text-align: right;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">ZONE</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">OBLIGATOIRE</div> </p> <p>Dix-neuf septembre deux mille vingt-trois</p>